

I - LA RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

A - PROCEDURE DE LICENCIEMENT

1°) soc 27.02.2013 (11-27.130- P+B) Y a-t-il suspension du délai pour prononcer le licenciement disciplinaire lorsque le salarié est en arrêt maladie après l'entretien préalable ?

2°) SOC 15 janvier 2013 (11-28.109- P+B+R) causes d'Interruption du délai de prescription de 2 mois courant entre la faute et le prononcé du licenciement disciplinaire

3°) SOC 29 janvier 2013 (11-23267 P) le « pouvoir » de licencier- recours à la « gestion d'affaires »

B - MODES DE PREUVE

1°) SOC 12 février 2013 (11-28.649) Contenu d'une clé USB du salarié : mode de preuve illicite ?

2°) SOC 6 février 2013 (11-23.738) Enregistrement d'un message vocal sur un répondeur : mode de preuve illicite d'un licenciement verbal ?

C - CAUSES d'ANNULATION DE LA RUPTURE

1°) Annulation de la Rupture conventionnelle

a) Soc 30 janvier 2013 (11-22332FS-B+P+R) annulation d'une rupture conventionnelle conclue dans une situation de violence morale du fait d'un harcèlement moral dont le juge constate les troubles psychologiques qui en sont résultés

b) Soc 6 février 2013 (11-27.000) Défaut d'établissement de la convention de rupture en double exemplaire dont un remis au salarié : annulation de la convention

2°) Annulation de la Rupture CDD

Soc 6 février 2013 (11-11740 P+B+R) Rupture anticipée de CDD par l'employeur en réaction à une action en justice tendant à la requalification des CDD en CDI – atteinte à une liberté fondamentale - saisine du juge des référés- effets

3°) Résiliation judiciaire produit les effets d'un licenciement nul

Soc 20 février 2013 (11-26560 P+B) : Résiliation judiciaire demandée du fait d'un harcèlement moral : effets d'un licenciement nul

4°) PRISE D'acte de la rupture produit les effets d'un licenciement nul

Soc 12 décembre 2012 (10-26.324) Prise d'acte au cours de la période de suspension du contrat consécutive à un accident du travail

D - DES MANQUEMENTS DE L'EMPLOYEUR A L'ORIGINE DE LA RUPTURE

1°) Soc 23 janvier 2013 (11-18.855) Prise d'acte de la rupture à raison d'une altercation intervenue dans l'entreprise 21 mois auparavant.

2°) Soc 23 janvier 2013 (11-20.356) Agissements de l'employeur commis hors du lieu et du temps de travail

3°) SOC 13 mars 2013 (11-22.082 P+B) : Licenciement pour absence prolongée et répétée- le juge doit rechercher l'origine de l'absence : stress imputable à un manquement de l'obligation de sécurité de l'employeur

4°) SOC 23 janvier 2013 (11-23.428 FS P+B) Quelle sanction pour la rupture de la période d'essai intervenue à une date à laquelle le délai de prévenance ne peut plus être respecté par l'employeur?

E - LES INDEMNITES CONSECUTIVES A LA RUPTURE DU CONTRAT

1°) SOC 13 février 2013 (11-23.920) Rupture du contrat du salarié étranger démuné d'autorisation de travail : Droit à l'indemnité de préavis ?

2°) SOC 6 février 2013 (11-23.738) cumul Indemnité de licenciement / indemnité pour travail dissimulé : Revirement de jurisprudence.

II POUVOIR DISCIPLINAIRE DE L'EMPLOYEUR

1°) SOC 12 février 2013 (12-15.330) A partir de quand l'employeur peut-il infliger une nouvelle sanction pour la réitération d'un fait fautif ?

2°) SOC 30 janvier 2013 (11-23.891) Notion de sanction : Demande d'explications écrites

III CLAUSE DE NON CONCURRENCE

Soc 13 mars 2013 n°11-21.150 : En cas de dispense d'exécution du préavis, quelle date retenir pour libérer le salarié de la clause de non concurrence ?

IV SALARIE PROTEGE

1°) SOC 26 mars 2013 (11-28.269) Licenciement et début de la protection / Conseiller des salariés

2°) SOC 26 mars 2013 (11-27.964 et 11-27996) Licenciement et fin de la protection / délégué du personnel

Abus du salarié dans l'exercice de son droit à indemnisation consécutive à sa demande de réintégration

<u>V DISCRIMINATIONS</u>

1°) Syndicale 20.02.13 (10-30028 FS P+B)

2°) liberté religieuse et laïcité Soc 19 mars 2013 – 2 arrêts 11-28.845 et 12-11.690 P+B+R+IBABY LOUP et CPAM Seine saint Denis et arrêts de la CEDH15 janvier 2013- 3 arrêts rendus c la GB

Arrêts Signalés

Charge de la preuve durée maximum de travail Soc 20 février 2013 n°11-28.811 **4 arrêts**

Egalité de traitement en matière de prévoyance complémentaire Soc 13 mars 2013 P+B+R **3 arrêts**